

François Gendron, avocat  
LL.L., M.A., Ph.D.

507, place d'Armes, bureau 1200, Montréal, H2Y 2W8. Tél. : 845-5545 Fax : 845-7670

---

Montréal, le 10 février 2012

Monsieur Gilles Duceppe

Opinion complémentaire

Monsieur,

Le 30 janvier dernier, vous avez soumis au Bureau de régie interne une opinion préliminaire que j'avais préparée sur la question de savoir si M. Gilbert Gardner, le directeur général du Bloc Québécois, avait, de 2004 à 2011, été rémunéré par la Chambre des communes conformément aux lois et règlements pertinents.

Faute d'avoir pu consulter la jurisprudence du Bureau, qui est confidentielle, je complète ici cette opinion par l'étude de la jurisprudence de la Cour suprême du Canada. Cette jurisprudence permet de dégager quatre des règles fondamentales qui régissent l'interprétation des lois et des contrats, règles qui s'appliquent à la question qui nous occupe, et qui permettent de confirmer les conclusions préliminaires que vous avez soumises au Bureau.

### La méthode grammaticale

*La première règle* veut qu'on n'interprète que ce qui a besoin d'être interprété et elle prescrit de ne pas chercher des subtilités d'interprétation dans un texte qui n'en présente pas. Cette règle veut qu'une loi soit d'abord comprise par l'examen de son texte. Lorsque le texte de la loi en révèle un sens raisonnable et qu'il ne conduit pas à des mécomptes, on ne l'interprète pas, on l'applique. C'est la méthode grammaticale, qui commande de respecter l'autorité d'un texte clair et de lui donner un effet utile. La Cour suprême applique notamment cette méthode dans l'arrêt *R. c. Multiform Manufacturing Co.*, où le

juge en chef Antonio Lamer déclare : « Lorsque le texte de la loi est clair et sans ambiguïté, aucune autre démarche n'est nécessaire pour établir l'intention du législateur. Nul besoin d'une interprétation plus poussée lorsque le législateur a exprimé clairement son intention par les mots qu'il a employés dans la loi<sup>1</sup>. »

Dans l'affaire qui nous occupe, le règlement du Bureau de régie interne définit les fonctions parlementaires comme les « obligations et activités qui se rattachent à la fonction de député, où qu'elles soient exécutées, y compris les affaires publiques ou officielles et les questions partisans<sup>2</sup> ». Il en résulte que les obligations parlementaires ne sont pas seulement exécutées au Parlement, et qu'elles comprennent « les questions partisans », dont le règlement dit qu'elles sont « inhérentes et essentielles » aux fonctions parlementaires. N'en sont exclus que les « intérêts commerciaux privés du député ». Le règlement énonce enfin que les fonds mis à la disposition des députés ne peuvent être utilisés que pour les fonctions parlementaires. Aux yeux d'un lecteur normal, ce texte ne souffre à mon avis d'aucune ambiguïté qui justifie qu'on l'interprète. Le sens naturel qui s'en dégage est clair et confirme que lorsqu'il parle, le législateur dit ce qu'il pense et pense ce qu'il dit. Mais si on veut absolument faire valoir qu'on doit interpréter un texte pourtant clair, on ne peut, de toute manière, certainement pas y ajouter des restrictions qui ne s'y trouvent pas, ou encore priver d'effet utile des mots ou des paragraphes entiers. En l'occurrence, le texte dit bien ce qu'il veut dire. Si le législateur avait voulu dire autre chose, il l'aurait dit, et il ne faut pas le dire à sa place.

### La méthode téléologique

La deuxième règle veut qu'on interprète un texte d'après les conséquences raisonnables qu'on doit en attendre et qu'on en rejette les interprétations qui conduisent à des résultats déraisonnables, résultats qui ne peuvent pas avoir été voulus par le législateur. C'est la méthode téléologique, qui privilégie l'intention du législateur. La Cour suprême applique notamment cette méthode dans l'arrêt *Vandekerckhove c. Township of Middleton*, où le juge Cartwright explique : « There is ample authority for the proposition that when the

---

<sup>1</sup> R. c. *Multiform Manufacturing Co.*, [1990] 2 R.C.S. 624, p. 630.

<sup>2</sup> C'est moi qui souligne.

language used by the legislature admits of two constructions, one of which would lead to obvious injustice or absurdity, the courts act on the view that such a result could not have been intended<sup>3</sup>. »

Dans l'affaire qui nous occupe, on a envisagé une interprétation du règlement qui conduirait le Bureau de régie interne à réclamer à un député à la retraite un million de dollars en raison de ce qu'il aurait, croit-on, interprété erronément les règlements de la Chambre des communes sept ans plus tôt. Avec respect pour l'opinion contraire, je suis d'avis que cette interprétation heurte le sens de la justice. De plus, elle ferait du métier de député un métier dangereux comportant des risques financiers impossibles à prévoir, ce qui pourrait entraîner des difficultés dans le recrutement d'un personnel politique de qualité. Telle ne peut pas avoir été l'intention du législateur, dont il faut présumer qu'il fait des lois qui ne sont pas source d'injustice et d'insécurité pour les hommes de bonne foi qui veulent participer à la vie parlementaire du Canada. À cet égard, l'importante publicité donnée par votre cabinet à la nomination de M. Gardner comme directeur général du Bloc québécois est une preuve de votre bonne foi, car cette publicité est incompatible avec le fait d'avoir pensé que son mode de rémunération pouvait être irrégulier.

### La méthode logique

*La troisième règle* considère qu'une loi forme un ensemble juridique cohérent et que chacun de ses articles doit être envisagé en regard des autres, « comme la fraction d'un ensemble complet<sup>4</sup> ». Les articles d'une loi doivent donc s'interpréter les uns par les autres et surtout ne pas se contredire, de manière à ce que soient préservées l'économie générale et la cohérence de l'ensemble. C'est la méthode logique, qui considère la loi comme un tout. La Cour suprême applique notamment cette méthode dans l'arrêt *R c. Assessors of the Town of Sunny Brae*, où le juge Kellock explique qu'une loi doit être

---

<sup>3</sup> *Vandekerchove c. Township of Middleton*, [1962] R.C.S. 75, p. 78.

<sup>4</sup> Le mot est de François Gény.

interprétée, si possible, « so that there may be no repugnancy or inconsistency between its portions or members<sup>5</sup> ».

Dans l'affaire qui nous occupe, certains reconnaissent que les activités parlementaires incluent les activités partisans, comme le dit le texte même du règlement, mais objectent par ailleurs que cela ne va pas jusqu'à faire payer par la Chambre le personnel d'un parti politique. Il y aurait une limite implicite que l'esprit du règlement interdirait de franchir. Sauf que cette prétendue « limite » ne trouve, dans le texte ou le contexte du règlement, aucun écho permettant d'en confirmer l'existence. Au contraire, plusieurs articles conduisent à soutenir la prétention contraire. Le règlement ne prévoit en effet de restrictions aux dépenses partisans qu'en ce qui concerne la période électorale, et la reproduction des formulaires d'adhésion ou de financement dans les quatre envois que les députés expédient chaque année aux électeurs, envois qui sont d'ailleurs presque toujours explicitement partisans. Conclure de ces deux restrictions à une prétendue « limite » relevant de l'esprit du règlement et que le législateur aurait par inadvertance omis de formuler, cela équivaudrait à contredire sans motif la définition que donne le règlement des fonctions parlementaires. On sait qu'elles peuvent être exécutées hors du parlement, et qu'elles comprennent les questions partisans, sans autres restrictions que celles que le législateur formule expressément.

## La méthode historique

*La quatrième règle* considère que la meilleure interprétation des textes reste encore celle que lui ont donnée les parties en cause, qui ensuite ne peuvent plus méconnaître leur propre fait<sup>6</sup>. C'est la méthode historique, qui permet de fixer le sens du texte d'après la conduite des parties. La Cour suprême applique notamment cette méthode dans l'arrêt *Trudeau c. Cochrane*, où le juge Beetz reconnaît que les parties ayant elles-mêmes donné au texte une interprétation de compromis, on serait mal avisé d'y substituer une interprétation de confrontation<sup>7</sup>.

---

<sup>5</sup> *R c. Assessors of the Town of Sunny Brae*, [1952] 2 R.C.S. 76, p. 97.

<sup>6</sup> Règle qu'on applique traditionnellement à l'interprétation des contrats, mais dont les principes, je pense, s'appliquent *mutatis mutandis* à l'affaire qui nous occupe.

<sup>7</sup> *Trudeau c. Cochrane*, [1977] 2 R.C.S. 55, p. 59.

Dans l'affaire qui nous occupe, c'est bien la Chambre des communes qui, pendant plus de six ans, a rémunéré M. Gardner, ainsi qu'en font foi sa lettre d'embauche et sa lettre de licenciement, toutes deux provenant de la Chambre, de même que ses talons de chèques de paie et son relevé d'emploi<sup>8</sup>, qui portent la mention HOC (House of Commons). Or la Chambre savait très bien que l'homme qu'elle rémunérait était directeur général du Bloc québécois, puisque c'est précisément à ce titre que, les 1<sup>ier</sup> juin 2006 et 2 novembre 2010, elle l'invitait à déposer au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre. Il faut, à mon avis, voir dans ces invitations un acquiescement de la Chambre, légitimant le mode de rémunération retenu pour payer M. Gardner. Au Canada, le principe de l'unité et de l'indivisibilité de la Couronne a été, en effet, à maintes reprises reconnu par les tribunaux, notamment par la Cour suprême dans l'arrêt *Sa Majesté du chef de la province de l'Alberta c. Commission canadienne des transports*<sup>9</sup>. On en conclut que, lorsqu'il s'agit de la Couronne, la main gauche ne peut pas ignorer ce que fait la main droite, et cette conclusion s'applique ici.

Au total, l'analyse des documents pertinents, à la lumière de la jurisprudence de la Cour suprême du Canada, permet de confirmer que le mode de rémunération de M. Gardner comme directeur général du Bloc québécois était parfaitement conforme aux règlements du Bureau de régie interne, comme je l'avais conclu dans l'opinion préliminaire que vous avez transmise au Bureau le 30 janvier dernier. Je suis d'avis que cette conclusion s'applique aux autres membres de votre équipe, dans la mesure où, comme M. Gardner, ils auraient été rémunérés par la Chambre des communes pour un travail partisan.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pièces jointes

François Gendron, avocat

---

<sup>8</sup> Sur ces documents, qui seront rendus publics, j'ai biffé l'adresse de M. Gardner pour des raisons de confidentialité.

<sup>9</sup> *Sa Majesté du chef de la province de l'Alberta c. Commission canadienne des transports*, [1978] 1 R.C.S. 61.



of Canada

du Canada

Canada

DIRECT DEPOSIT  
PAYMENT STATEMENTRELEVÉ DE PAIEMENT  
DÉPÔT DIRECT22HOC0241  
G GARDNER

Date

2004-08-25

00001122

## NON NEGOTIABLE - NON NÉGOCIABLE

FINANCIAL INSTITUTION AND ACCOUNT NO.  
INSTITUTION FINANCIÈRE ET N° DE COMPTE

081530511007-065-6

Payment Reference No. - N° de référence du paiement

STATEMENT OF EARNINGS - ÉTAT DES GAINS

2231-00682743-1

P.O. B.P.	DEPT. MIN.	PL. LP	PR	ODP	NAME - NOM	INT.	GROSS - BRUT	TOTAL DEDUCTIONS TOTAL DES RETENUES	NET PAY	REM NETTE
22	HOC0241		61819913	GARDNER		G	307958	141415	166543	
							4909384		2963725	

## STANDARD DEDUCTIONS (-) unless (+) indicated - RETENUES COURANTES (-) sauf si (+) est indiqué

TAXES - IMPÔTS		SUPER- ANNUATION	PENSION DE RETRAITE	C.P.P. Q.P.P.	R.P.C. R.R.Q.	E.I.	A.E.	DEATH BENEFITS	PREST. DÉCÈS	DISABILITY INS.	ASS. INVALIDITÉ	PROV. OF WORK TRAV.	PROV. DEF. WEEK DC	WORK HOURS HEURES TRAV.
FED. - FÉD.	PROVINCIAL													
73341	15000	23097						2415		1352		35	3750	
4168689	210000	226468	183150	77220										
MED. INS. PLAN - RÉGIME D'ASS. M.S.D.		CHARITABLE DONATIONS		SAVINGS BONDS - OBLIGATIONS D'ÉPARGNE		CREDIT UNION		ASSOC. COTISATIONS DUES SYNDICALES		TAXABLE BENEFITS AVANTAGES IMPOSABLES				
HEALTH - SANTÉ	GROUP GROUPE			CANADA	QUÉBEC									

## ENTITLEMENTS AND OTHER DEDUCTIONS - ALLOCATIONS ET AUTRES RETENUES

FROM/DU	TO/AU	NO. - N°	RATE - TAUX	AMOUNT - MONTANT
FROM/DU 12/08/04 BASIC PAY	TO/AU 25/08/04 TRAIT DE BASE		80340000A	307958+
PSMIP	RACGFP		37350M	3735-
PSDCP-QUE TAX BEN	QUE BEN IMP-RSDFP			00+
DEDN ADJUSTMENT	RAJUST RETENUE			3875+
FAM SUPPORT PAYMENT	PMT PENSION ALIMENT		513500M	25675-
QUEBEC SALES TAX	TAXE VENTE DU QUE			675-
TAXABLE BENEFITS	BENEFICE IMPOSABLE			
QUE TAX BEN-CUR	QUE BEN IMP-ACT		51350	

Current payment information  
Paiement actuelH - Hour/Heure  
D - Day/JourB - Bi weekly/Quinzaine  
M - Month/Mois  
A - Annual/AnnuelL - Lump sum/Mont.fort.  
N - Number/Nombre  
P - Percent/Pourcent



HOUSE OF COMMONS  
CHAMBRE DES COMMUNES

Le 31 mai 2011

Monsieur Gilbert Gardner



Monsieur,

Cette lettre est pour vous informer sur les prestations et avantages auxquels vous êtes admissible suite aux résultats de l'élection générale du 2 mai 2011.

Vous continuerez à recevoir votre rémunération pour une période maximale de 60 jours civils à compter du lendemain des élections, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2011 inclusivement. Si vous obtenez un emploi à un poste imputé au Fonds du revenu consolidé au cours de cette période de 60 jours, vous cesserez de recevoir votre traitement à partir de la date de votre nomination. Dans l'une ou l'autre de ces éventualités, veuillez m'aviser immédiatement afin d'éviter toute rémunération en trop.

#### **Dépôt direct**

Votre dernière paie couvrant la période du 23 juin 2011 au 1<sup>er</sup> juillet 2011 ne sera pas déposée dans votre compte bancaire. Nous vous ferons parvenir un chèque couvrant cette période.

#### **Employé régulier avec plus d'un an de service**

Pendant une période de six mois à compter du 3 mai 2011 au 3 novembre 2011 inclusivement vous aurez préséance en matière d'emploi sur les candidats qui ne sont pas des employés de la Chambre des communes. Cette considération s'applique si vous :

- répondez aux exigences établies pour un poste;
- avez un bon dossier d'emploi; et
- avez occupé pendant au moins un an un poste d'employé régulier dans un bureau de député ou d'un agent supérieur de la Chambre.



Protégé une fois rempli - B

## RELEVÉ D'EMPLOI (RE)

IDENTIFICATEUR UNIQUE

SPWG-01

1 No DE SÉRIE S04304716

2 No DE SÉRIE DU RE MODIFIÉ OU REMPLACÉ

3 No DE RÉFÉRENCE DU REGISTRE DE PAYE DE L'EMPLOYEUR

4 NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR

HOUSE OF COMMONS

131 Queen, pièce 1145

Ottawa, Ontario

7 CODE POSTAL K1A0A6

9 NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYÉ(E)

Gilbert GARDNER

22HOC0241

5 No D'ENTREPRISE ATTRIBUÉ PAR L'ARC (NE)

121491807RP0005

10 PREMIER JOUR DE TRAVAIL J M A

03 05 2011

11 DERNIER JOUR PAYÉ J M A

01 07 2011

6 GENRE DE PÉRIODE DE PAYE

B - Quinzaine

12 DATE DE FIN DE LA DERNIÈRE PÉRIODE DE PAYE J M A

06 07 2011

13 PROFESSION

Research Group

14 DATE PRÉVUE DE RAPPEL Non connus

15a HEURES ASSURABLES TOTALES SELON LE TABLEAU 330

15b RÉMUNÉRATION ASSURABLE TOTALE SELON LE TABLEAU 22 076,20

16 RAISON DU PRÉSENT RELEVÉ D'EMPLOI K

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS, APPELER

Josée Bergeron

No DE TÉLÉPHONE (514) 526-3000

COMMUNICATION PRÉFÉRÉE EN ☒ F

17 PAIEMENTS (AUTRES QUE LE SALAIRE HABITUEL) PAYÉS AU COURS DE, EN PRÉVISION DE, OU APRÈS LA DERNIÈRE PÉRIODE DE PAYE.

A - PAYE DE VACANCES 2 902,27

B - JOUR(S) FÉRIÉ(S)

J M A J M A

J M A J M A

J M A J M A

J M A J M A

J M A J M A

C - AUTRES SOMMES (PRÉCISER)

P - Indemnité de départ non assurable

17 430,88

18 OBSERVATION

Emploi terminé suite aux résultats de l'élection fédérale du 2 mai 2011.

19 CONGÉ(S) DE MALADIE PAYÉ(S) OU ASSURANCE-SALAIRE PAYABLE(S) APRÈS LE DERNIER JOUR TRAVAILLÉ

DATE DE DÉBUT

MONTANT

PAR JOUR

PAR SEMAINE

CMP

IAS

☐☐☐☐

20 COMMUNICATION PRÉFÉRÉE EN

☒ FRANÇAIS☐ ANGLAIS

21 No. DE TÉLÉPHONE

(613) 986 4103

22 NOM DE L'ÉMETTEUR

Louise Deschenes

DATE D'ÉMISSION

J M A

05 07 2011

15c	FIN DE LA PÉRIODE DE PAYE	RÉMUNÉRATION ASSURABLE	HEURES ASSURABLES	pp	FIN DE LA PÉRIODE DE PAYE	RÉMUNÉRATION ASSURABLE	HEURES ASSURABLES
1	J M A 06 07 2011	5 952,67	52,50	2	J M A 22 06 2011	4 357,71	75,00
3	J M A 08 06 2011	4 357,71	75,00	4	J M A 25 05 2011	4 357,71	75,00
5	J M A 11 05 2011	3 050,40	52,50	6	J M A		
7	J M A			8	J M A		
9	J M A			10	J M A		
11	J M A			12	J M A		
13	J M A			14	J M A		
15	J M A			16	J M A		
17	J M A			18	J M A		
19	J M A			20	J M A		
21	J M A			22	J M A		
23	J M A			24	J M A		
25	J M A			26	J M A		
27	J M A			28	J M A		
29	J M A			30	J M A		
31	J M A			32	J M A		
33	J M A			34	J M A		
35	J M A			36	J M A		
37	J M A			38	J M A		
39	J M A			40	J M A		
41	J M A			42	J M A		
43	J M A			44	J M A		
45	J M A			46	J M A		
47	J M A			48	J M A		
49	J M A			50	J M A		
51	J M A			52	J M A		
53	J M A						

CE RELEVÉ D'EMPLOI EST SOUMIS PAR Public Works and Government Services Canada, FOURNISSEUR DE SERVICE DE PAIE, AU NOM DE L'EMPLOYEUR NOMMÉ DANS [CASE 4], COMME AUTORISÉ PAR UNE LETTRE D'ENTENTE ENTRE LE FOURNISSEUR DE SERVICE DE PAIE ET L'EMPLOYEUR

Service Canada assure la prestation des programmes et des services de Ressources humaines et Développement des compétences Canada pour le gouvernement du Canada.

Canada

D'importantes renseignements vous sont fournis à la page 2.

This form is available in English





Nominations au cabinet du chef du Bloc Québécois  
2004-08-31

Ottawa, le mardi 31 août 2004 — En prévision de la rentrée politique de l'automne, le chef du Bloc Québécois, **Gilles Duceppe**, a procédé aujourd'hui à une série de nominations à son cabinet, a annoncé aujourd'hui le directeur de cabinet du chef du Bloc Québécois, **François Leblanc**.

**Pierre-Paul Roy** devient conseiller spécial du chef. Il a notamment occupé durant le passé les fonctions de chef de cabinet de **Lucien Bouchard**, puis de **Gilles Duceppe**. « **Pierre-Paul Roy** possède une vaste expérience politique qui sera bénéfique au Bloc Québécois dans un contexte de gouvernement minoritaire. Il s'agit sans contredit d'un apport important », a déclaré **François Leblanc**.

**France Amyot** agira comme directrice du service des communications à compter de la mi-septembre. **France Amyot** a été chef de cabinet adjointe et directrice des communications au Bloc Québécois en 1997, avant d'occuper les fonctions de directrice de cabinet au sein de plusieurs ministères au gouvernement du Québec, entre 1998 et 2003.

Le responsable du contenu sur l'autobus du chef au cours de la dernière campagne électorale, **Richard Brunelle**, a pour sa part été nommé directeur du service de recherche, un poste qu'il a déjà occupé de 1996 à 1999.

La directrice du service de recherche depuis 2001, **Guylaine Grenier**, devient quant à elle coordonnatrice des relations de presse, sous la direction de **France Amyot**. **Guylaine Grenier** travaillera en étroite collaboration avec **Frédéric Lepage** qui sera attaché de presse d'un caucus passablement élargi. **Karine Sauvé** occupera enfin les fonctions d'attachée de presse du chef. Celle-ci s'occupait des mêmes tâches lors de la campagne électorale.

« Les changements annoncés aujourd'hui consolideront considérablement une équipe qui était déjà extrêmement dévouée et efficace. Les personnes concernées bénéficient toutes d'une grande expérience qui permettra au cabinet du chef du Bloc Québécois d'apporter une aide efficace à la solide équipe des députés dans leur mission de défense des intérêts du Québec », a commenté le directeur du cabinet du chef du Bloc Québécois, **François Leblanc**.

Nouveau directeur-général du parti

Finalement, **Gilbert Gardner** accède au poste de directeur-général du Bloc Québécois. Ce dernier s'est notamment fait connaître à titre de directeur général de la Société Saint-Jean Baptiste de Montréal ainsi que de conseiller auprès de l'ancien président du Conseil du Trésor du Québec et ex-ministre de l'Éducation du Québec, **Sylvain Simard**. **Gilbert Gardner** a également travaillé au sein de l'équipe du Bloc Québécois au cours de la dernière campagne. Il était notamment responsable de la coordination du Jour J.



Appuyer le Bloc

PARTAGER



**Plan du site | Autorisé par l'agente principale du Bloc Québécois**